Elections Législatives de Mars 1967

1re Circonscription - Orléans-Est

André HUET

Candidat Indépendant

Alexandre JOANNEM

Suppléant



La candidature aux Elections Législatives que nous avons l'honneur de vous présenter est celle de deux hommes qui, ayant dans leurs professions respectives des situations acquises de longue date, n'ont nul besoin de rechercher dans la carrière politique une source de revenus.

Dégagés de toutes ambitions de basse politique, ils seraient tentés, à priori, de laisser faire... C'est si commode, si confortable de déclarer une fois pour toute, comme tant de Français : « Je ne fais pas de politique ».

Il est incontestable que la politique conditionne la vie d'un peuple dans tous les domaines, qu'elle oriente la vie d'une nation vers le bonheur ou le malheur, vers la ruine ou la prospérité ; cette constatation est très préoccupante pour des PERES DE FAMILLE qui ne peuvent s'octroyer le luxe de se dire : « Après moi le déluge », car après eux, est en cause leur descendance.

C'est donc en toute conscience qu'ils ont décidé d'essayer de recueillir vos suffrages.

Si l'équipe régnante faisait de la bonne, de la saine politique, combien ils s'en réjouiraient et s'en remettraient à elle avec plaisir et soulagement du soin de continuer à gérer et à faire prospérer ce patrimoine commun ! Mais on est hélas loin de compte.

En 1958, an I de la Ve République, ce patrimoine s'étendait en de vastes possessions africaines. Il s'agissait d'un Empire. Il ouvrait sur l'avenir des perspectives splendides, dont la vue et l'intérêt peuvent vous échapper. Comme c'est loin du cadre charmant mais étroit dans lequel vous vivez ; vous pourriez considérer que la perte de ces possessions d'outre-mer est sans dommage. Mais cette perte de l'Afrique Noire et de nos départements algériens dont on vous faisait croire qu'elle allait vous soulager de charges financières abusives, vous coûte des centaines de milliards et à la longue des milliers de milliards pour l'aide généreusement octroyée à des dirigeants nouveaux qui, après avoir proclamé qu'eux et leurs pays étaient mûrs pour l'Indépendance, ne peuvent survivre qu'à l'aide de ces subsides d'immense ampleur. C'EST VOUS QUI LES PAYEZ.

Vous percevez mal l'importance des impôts parce qu'ils sont surtout indirects. C'est tous les jours que vous les payez dans vos achats.

Notre budget national s'est progressivement enflé jusqu'à atteindre ces chiffres fabuleux de 12 à 13 mille milliards A. F. parce qu'à cette dilapidation extérieure que nous vous signalons s'en ajoutent bien d'autres en France, en partie occultes. Une manne secrète ne se révèle-t-elle pas actuellement par les énormes dépenses d'affichages et de publications à la gloire de la Ve République, que nous trouvons tous dans nos boîtes aux lettres.

A en croire ces publications, nous sommes en pleine prospérité, en plein essor. QUE PENSENT LES MENAGERES EN PRESENCE DE LA MONTEE CONTINUE DU COUT DE LA VIE ? L'angoisse est partout, dans l'industrie et le commerce. Combien parmi vous sont aux prises avec des difficultés de logement. Alors que quantité d'appartements neufs restent inoccupés, parce que de prix inaccessibles ? Et nous pensons avec tristesse aux personnes âgées, aux malades, aux infirmes que cette vie trop chère condamne à la misère.

Nous en revenons au budget pour protester contre ces affirmations habiles, basées sur de fausses apparences, de budget en équilibre, de budget de progrès, de budget social. Ce budget aux chiffres fabuleux n'est en équilibre que sur le papier, la réalité est autre.

— **UN BUDGET DE PROGRES ?** Les chiffres sont plus élevés par suite de l'augmentation des prix, et surtout de l'important accroissement de la population.

— **UN BUDGET SOCIAL ?** Les augmentations de salaires minima résultent de la hausse du coût de la vie par suite des charges fiscales trop lourdes. Les augmentations de crédits de Sécurité Sociale sont dues à l'augmentation du nombre de malades telle que tous nos hôpitaux sont devenus insuffisants.

Le sort de chacun n'est en rien amélioré.

La même constatation est faite pour le **BUDGET DES ANCIENS COMBATTANTS, DES VICTIMES DE GUERRE**, dont l'augmentation est aussi engendrée par la hausse du coût de la vie.

La « puissance » de ce budget dont s'enorgueillit le Pouvoir n'est que dans l'enflure des chiffres. Et la stabilité de la monnaie n'est que théorique. Souvenez-vous des achats que vous permettait un billet de 10.000 A. F. en 1958 et comparez à ce qu'il vous procure en 1967 !

Une politique budgétaire n'est saine que si elle assure la stabilité des prix en même temps qu'une véritable prospérité. Or, nous n'avons ni l'une ni l'autre. Voilà le réel.

Nous avons pensé que, devant votre peine à vivre, l'essentiel était de mettre l'accent sur cette considération majeure du problème de votre subsistance, dont on se préoccupe trop peu en haut lieu. Le budget de l'Etat ne nous intéresse que dans ses incidences sur vos budgets personnels. Le reste ne relève que de l'autosatisfaction de ceux que le régime actuel a favorisés en des situations confortables au Parlement et ailleurs.

Aussi nous nous bornerons maintenant à vous dire notre inquiétude, qui est certainement la vôtre, sur les constatation suivantes :

UNE POLITIQUE EXTERIEURE qui nous éloigne d'alliés, responsables certes, dans le passé de graves erreurs, mais auxquels nous devons tant depuis 1917, année de l'intervention de l'armée américaine dans la guerre de 1914-18, et dont la puissance est actuellement l'élément majeur de la garantie de notre propre sécurité. Une politique qui, en contrepartie nous conduit, avec d'immenses risques, vers de trompeuses « amitiés » russo-chinoises, dont nous voyons actuellement ce qu'elles valent en Chine.

LES VIOLATIONS D'UNE CONSTITUTION qui doit assurer la séparation des pouvoirs, surtout l'indépendance de la Justice, qui doit laisser au Parlement la plénitude de son rôle de discussion, de vote des lois, de contrôle des actes du Gouvernement alors que, depuis cinq ans, nous assistons en permanence à la soumission absolue d'une majorité U. N. R. aux consignes du Gouvernement, lui-même soumis aux seules directives du Chef de l'Etat, situation qui réduit le Parlement au rôle de Chambre d'Enregistrement.

LE MEPRIS DES EFFORTS D'UN SENAT CLAIRVOYANT, qui tente vainement d'améliorer nos lois, bute contre une majorité inconditionnelle de la Chambre des Députés qui a toujours le dernier mot.

LA SUPPRESSION DES LIBERTES DE GESTION MUNICIPALE par une emprise de l'Etat paralysante, étouffant toutes les initiatives et les bonnes volontés d'édiles compétents, situés au cœur de leurs problèmes.

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE A BASE DE DIRIGISME TECHNOCRATIQUE et concentrationnaire, supprime la libre Entreprise, l'Artisanat, le petit Commerce. L'industrialisation à outrance, vide nos campagnes pour des entassements urbains, à tous points de vue fâcheux.

LES SEQUELLES DE RIGUEURS CESARIENNES à l'égard de condamnés, dont le seul tort avait été de croire au respect de la parole donnée et aux droits de la FRANCE après 130 ans de présence bienfaitrice en des départements français d'Algérie quand tout commande l'apaisement, l'union de tous les Français, face à un avenir exigeant un effort collectif à plein rendement, dans le domaine économique, et dans la lutte contre les idéologies subversives.

Afin de réaliser l'UNION EUROPÉENNE que nous souhaitons tous, nous nous devons de recréer l'UNITÉ NATIONALE, celle des temps d'union sacrée, ardente et salvatrice.

C'est dans ce sentiment d'union que nous vous offrons d'œuvrer en votre Nom, au Parlement, pour **le bien, la prospérité, la pérennité de la France.**

VU : LE CANDIDAT.